

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 3

Numéros dans les séries spéciales :
1689 TM — 615 TOM — 211 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

MARCHES DE L'ETAT
CONTROLE DU DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF DES TRAVAUX

DOCUMENT A ANNOTER

Néant.

Des observations récentes de la Cour des Comptes concernant des paiements sur marchés de travaux de l'Etat me conduisent à appeler tout particulièrement l'attention des comptables assignataires sur l'importance que revêt le contrôle exercé sur le dernier mandat émis au titre d'un marché et au soutien duquel doit être produit le décompte général définitif des travaux.

En effet, c'est à ce stade que se dénouent les opérations contractuelles et qu'est fixé, d'une manière précise, le montant des sommes dues à l'entreprise, compte tenu des règlements déjà intervenus au titre des acomptes et avances, ainsi que, le cas échéant, des revisions de prix, et, d'une manière plus générale, de tous éléments susceptibles d'affecter le prix définitif, tels que les intérêts moratoires et les pénalités pour retard.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGS	TPG	DOM	DS	SLA	PAA	PGM	PGT
PSA	TOM	CLV	PY	TAC	PGA	BA	PA
M. l'Agent comptable des Impôts de Paris. M. l'Agent comptable de l'O. G. A. P.							

DIFFUSIONS	
GT	TOM
15	5

Dans le cas où la réception définitive des travaux ne donne pas lieu à un dernier règlement au profit du titulaire, l'ensemble des documents contractuels et des décomptes doit cependant être rapporté au soutien du mandat émis pour ordre.

Il appartient aux comptables :

- de veiller à ce que les mandats portant règlement définitif — même ceux établis pour ordre — soient émis dans des délais normaux ;
- de procéder, dans tous les cas, à un contrôle approfondi du décompte général et définitif ;
- d'inviter l'ordonnateur à émettre, sans délai, un ordre de reversement à concurrence de l'indû, s'il apparaît que le montant des sommes déjà réglées est supérieur à la valeur des prestations exécutées.

Le Directeur de la Comptabilité publique,
JEAN FARGE.